

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 26/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC SUD OUEST exCRV

7 Rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : 0007207656/2026/194
Code AIOT : 0007207656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2025 dans l'établissement PAPREC SUD OUEST exCRV implanté ZI des 3 Frères rue des 3 Frères 17000 La Rochelle. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC SUD OUEST exCRV
- ZI des 3 Frères rue des 3 Frères 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007207656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC CRV (ex NCI Environnement) est autorisée par arrêté du 31 octobre 2008 à exploiter des installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux (bois, papiers, cartons, plastiques, métaux,...) et dangereux produit par des industriels et des collectivités. Cet établissement est construit sur une partie du site de l'ancienne friche SOCOFER et a été mis en service début 2010. En novembre 2020, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications apportées aux installations classées notamment les quantités et volumes de déchets entreposés aussi bien à l'intérieur d'un bâtiment qu'en extérieur. Les prescriptions de cet établissement ont été actualisées par arrêté du 26 juillet 2021.

L'inspection réalisée en 2025 portait sur la vérification de la bonne application du tri à la source des déchets (tri 6-8 flux) en application notamment des articles D.543-178 à D.543-287 du Code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Conjointe DGCCRF contrats et tri

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement , article D.543-282	Demande d'action corrective	1 mois
4	Tri 6-8 flux	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement, article D.543-281	Sans objet
3	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement , article D.543-284	Sans objet
5	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement, article L.541-21-I	Sans objet
6	Traçabilité	Code de l'environnement, article R.541-45	Sans objet
7	Traçabilité	Code de l'environnement, article R.541-43	Sans objet
8	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
9	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
10	Traçabilité	Code de l'environnement, article R.541-48-4	Sans objet
11	Traçabilité	Code de l'environnement, article R.541-48-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est invité à répondre aux demandes de l'inspection. Il doit notamment renseigner les adresses de chantier ou les lieux d'exutoire dans les registres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D.543-281
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.
Constats : L'établissement assure des activités de collecte, de tri et de transfert de déchets. Il réceptionne sur le site de La Rochelle des déchets non dangereux et dangereux provenant principalement d'industriels et de déchetteries du département de la Charente-Maritime. Ces déchets arrivent majoritairement pré-triés, et une partie d'entre eux en mélange (flux papier/carton/plastique). Ils sont constitués de papiers, plastiques, verre, bois, fractions minérales issues de déchets de construction et de démolition (sous contrat REP PMCB) ainsi que, dans une moindre proportion, de métaux. Quelques déchets dangereux sont également réceptionnés, tels que des batteries, des liquides aqueux, des solvants usagés et des emballages vides souillés. Les déchets de bois sont regroupés sur une aire extérieure de 6 000 m ² , où ils sont triés en bois de type A et bois de type B. Les déchets en mélange, composés de papier, carton et plastique, sont triés à l'aide d'une pelle mécanique. Les différents flux sont correctement séparés. Les déchets de démolition et de déconstruction sont gérés dans un bâtiment couvert. Les fractions minérales de plâtre sont séparées des autres fractions minérales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D.543-282
Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation
Prescription contrôlée : Les producteurs et détenteurs de déchets : <ul style="list-style-type: none">- soit procèdent eux-mêmes à la valorisation de ces déchets ;- soit cèdent ces déchets à l'exploitant d'une installation de valorisation ;- soit cèdent ces déchets à un intermédiaire assurant une activité de collecte, de transport, de négoce ou de courtage de déchets mentionnée aux articles R. 541-50 et R. 541-54-1 en vue de leur valorisation.
Constats : Les registres des trois dernières années (2022 à 2024) ont été transmis à l'inspection. La forme des documents est conforme aux exigences réglementaires. Pour l'année 2024 : <ul style="list-style-type: none">• 12 417,68 tonnes de déchets ultimes ont été éliminées dans trois installations de stockage : CALITOM à Saint-Sévère (16), Veolia à Gizay (86) et Séché Éco-Industrie au Vigeant (86).• 26 610,8 tonnes de déchets ont été valorisées sur des sites situés en France, en Espagne et en Belgique (bois, papier et plastiques). L'examen des registres fait apparaître l'enregistrement de déchets provenant de départements non autorisés. Toutefois, il s'avère que les adresses indiquées correspondent aux sièges sociaux des entreprises concernées, et non aux adresses de chantier ou aux lieux d'exutoire. L'inspection rappelle que ce sont les adresses des chantiers et des exutoires qui doivent être renseignées dans les registres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de renseigner les adresses de chantier ou les lieux d'exutoire dans les registres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D.543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.

Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.

Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection plusieurs attestations, notamment les n° 2024_578_707, _3687 et _7887.

Ces documents, destinés aux producteurs de déchets sous contrat avec l'installation de tri, transit, regroupement, sont conformes au modèle prévu par l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2023, l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement, portant sur les quantités de déchets collectés et traités l'année précédente, est délivrée suivant le modèle figurant en annexe I-A du présent arrêté. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés.

Constats :

Un échantillon d'attestations a été contrôlé de manière aléatoire. Les documents examinés sont conformes au modèle figurant en annexe I-A de l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'attestation prévue à l'article D. 543-284 du code de l'environnement.

À compter du 1er janvier 2026, l'utilisation du nouveau modèle d'attestation (annexe I-B du même arrêté) devient obligatoire. Une mise à jour des procédures internes devra donc être effectuée afin de garantir la conformité des attestations émises après cette date.

S'agissant de la filière PMCB, l'OCAB (Valobat et Valdelia) assure la traçabilité et la gestion des déchets collectés par PAPREC sur le site. PAPREC n'a pas accès aux attestations de valorisation et ne choisit pas les exutoires de valorisation ou d'élimination pour les déchets relevant de cette filière REP.

L'inspection rappelle que les attestations de valorisation doivent être transmises ou mises à disposition du producteur initial du déchet. De plus, l'ensemble des informations relatives aux exutoires (personne morale, adresse, SIRET, etc.) doit être renseigné dans le registre des déchets sortants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit solliciter auprès de l'OCAB l'ensemble des informations relatives aux exutoires des déchets gérés dans le cadre de la filière REP, afin de pouvoir compléter le registre des déchets sortants. Il récupère les attestations de valorisation concernant les flux relevant de la filière REP PMCB.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.541-21-I
Thème(s) : Risques chroniques, Mélange de déchets triés
Prescription contrôlée : I.-Les déchets collectés séparément afin de faire l'objet d'une opération de préparation en vue de la réutilisation, de recyclage ou d'autres opérations de valorisation ne sont pas mélangés avec d'autres déchets ou matériaux ayant des propriétés différentes.
Constats : Les déchets collectés séparément sont stockés dans des alvéoles distinctes et dédiées, sans mélange avec d'autres catégories. Les différents flux ainsi collectés restent strictement séparés. Le flux bois est trié en bois de type A et de type B à l'aide d'une pelle mécanique. Le flux métaux est affiné selon les différentes catégories (ferreux, non-ferreux, etc.). Le multiflux carton et emballages plastiques sont également triés à la pelle mécanique. L'exploitant dispose par ailleurs de contrats avec les éco-organismes Valdelia et Valobat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats : L'exploitant est bien inscrit sur Trackdéchets. Le SIRET a été contrôlé et est en corrélation (exploitant, Trackdéchets, GUN). La fiche établissement a été éditée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Les constats sont les mêmes que ceux du point de contrôle n°2
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, contenu du registre chronologie des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Pour les déchets entrants, les informations extraites du registre de l'exploitant permettent de retrouver l'ensemble des données requises par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres prévus aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, contenu du registre chronologie des déchets sortants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un

<p>courtier ou un négociant ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Pour les déchets sortants, les informations extraites du registre de l'exploitant permettent d'identifier l'ensemble des données requises par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 relatif au contenu des registres prévus aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-48-4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Attestation sur l'honneur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté trois certificats d'acceptation préalable pour l'élimination des déchets</p>

ultimes dans les ISDND de Saint-Sévère (16), Gizay (86) et Le Vigeant (86). Ces certificats intègrent les attestations sur l'honneur de PAPREC La Rochelle, précisant le respect des obligations de tri ainsi que la caractérisation des DIB expédiés vers ces installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel de caractérisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats sont les mêmes que ceux du point de contrôle n°10</p>
Type de suites proposées : Sans suite